

## LE PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE: UN AVATAR DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

**José Gotovitch\***

Recibido: 4 Marzo 2008 / Revisado: 20 Abril 2008 / Aceptado: 2 Mayo 2008

L'existence d'un parti communiste en Belgique, de 1921 à nos jours, permet de poser la question du rôle et de la signification d'un PC dans un pays de social-démocratie dominante. Née de l'industrialisation précoce, concentrée dans le sillon industriel wallon mais aussi dans l'industrie textile du Nord, la classe ouvrière se dota dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle d'un instrument de résistance, de lutte et de solidarité qui inscrivit la social démocratie au plus profond de son existence quotidienne: en fédérant institutions mutuelles, syndicales, culturelles et politiques, le Parti Ouvrier Belge conquiert largement tout ce qui échappait à l'Eglise, dans ce pays en voie de déchristianisation progressive. Ce qui permit, à la faveur de l'Union nationale née du déclenchement de la guerre 1914-1918, son entrée au gouvernement après avoir forcé les portes du Parlement dès 18...

Rejoint en cela par la démocratie chrétienne, la participation au pouvoir permit la mise en place de lois et d'organismes offrant une protection relative aux travailleurs, à travers luttes, grèves et parfois violences. Mais avant tout cela, la classe ouvrière belge conquiert le Suffrage universel, rêve ancien poursuivi à travers de fameuses grèves générales, premières grèves de masse politiques auxquelles Rosa Luxembourg prêta l'attention que l'on sait.

Dès lors que pouvait apporter un Parti communiste dans un espace social restreint où catholiques et socialistes se partageaient et la classe ouvrière et le monde intellectuel?

Et pourtant, s'il naquit en 1921 sous l'impulsion de l'Internationale qui unifia deux petits groupes nés entre 1919 et 1921, il persista et connut une histoire propre quoique très mouvementée jusqu'à ces dernières années. La faiblesse même du parti eut comme conséquence que son histoire ne fit pas l'objet d'une sacralisation officielle, aucune doxa spécifique qu'il aurait fallu détricoter pour aborder la réalité historique. La mémoire collective du PCB relevait des lignes générales du communisme mondial: l'URSS, les grèves des années trente et l'antifascisme, l'Espagne, la Résistance, pas beaucoup plus. Il s'agissait plutôt d'une «mémoire d'évidence», construite par analogie à celle des grands voisins, la France principalement.

Au départ, pendant ses dix premières années d'existence, le parti communiste a les effectifs d'une secte et s'attaque principalement à la social démocratie, dont une partie des membres est issue, dénonçant avec virulence le réformisme et «la trahison». Mais ses militants sont assez remuants pour qu'ils inspirent à la fois la peur de l'Etat bourgeois et celle du puissants parti socialiste. C'est que dans les syndicats, leur voix se fait entendre et qu'ils influencent certains secteurs professionnels, comme la métallurgie liégeoise ou le vêtement à Bruxelles. Aussi, la Commission syndicale (syndicat socialiste) vote en 1924 un règlement qui interdit aux communistes l'accès aux responsabilités syndicales. L'Etat bourgeois semble également le craindre quand en 1923, il monte un grand procès criminel qui vise une cinquantaine de dirigeants (toute la

\* Profesor de la Universidad Libre de Bruxelles. E-mail: jgotovit@ulb.ac.be

direction) pour atteinte à la sûreté de l'Etat car le parti a violemment dénoncé l'occupation de la Ruhr par les troupes franco-belges. Le procès d'Assises tournera à la confusion de l'accusation. Les archives de la Justice témoignent de la grande peur du rouge qui a saisi l'appareil d'Etat.

Il est vrai qu'à comptabiliser le nombre de meetings et surtout, l'assistance selon les chiffres mêmes de la police, de 50 à souvent plusieurs centaines d'auditeurs, on perçoit que la protestation contre les conditions d'existence mais aussi, si pas surtout la fibre internationaliste issue directement de la guerre 1914-1918, vibre intensément au lendemain de celle-ci: la famine en Russie et l'occupation de Ruhr remplissent les salles. Aussi l'élu de 1925 et les deux de 1929 (respectivement 1,64 et 1,94 % pour le pays, mais 2,5 et 2,66% en Wallonie et 4,5 et 3,83 % à Bruxelles) pour 700 et 250 (!) membres du PCB à ces dates, traduisent ce caractère protestataire du vote communiste, qui entame, ou plutôt égratigne les forteresses socialistes. C'est bien dans les places fortes du socialisme belge qu'émergent les votes communistes comme une contestation de sa pratique. Mais le PCB ne capitalise pas les votes qui se portent sur ses listes. De même il ne conserve pas les membres que des grèves dures, menées comme en 1932 contre l'avis des socialistes, lui apportent temporairement. La question russe abordée de 1926 à 1928 provoque même une scission qui mène le PCB à deux doigts de la disparition totale. Les trois élus de 1932 traduisent donc une protestation sociale qui n'a pas trouvé dans le Parti l'espace et les moyens de se structurer durablement, alors même, et sans doute pour cela, que le discours du PCB est alors un appel permanent à la révolution, à l'instauration «des Soviets partout».

Il est significatif que tout comme en France, la crise qui sévit au tournant des années trente voit la jeune génération, issue des Jeunesses communistes monter à la direction du parti et s'identifier à la politique «classe contre classe». Cette politique sectaire, brutale et violemment anti socialiste convient parfaitement à ces jeunes qui ont peu d'expérience sociale et sont le plus souvent chômeurs, c'est à dire «révolutionnaires professionnels». L'IC ne se trompe pas quand elle qualifie peu après, au terme de longues discussions menées à Moscou sur «la question belge», le P.C.B comme un parti de chômeurs, coupé de la vie des entreprises, isolé au sein du mouvement ouvrier. Elle néglige simplement le fait

que c'est sous son impulsion et avec son appui que cette orientation a été prise.

Elle met le P.C.B en accusation pour n'avoir rien compris à la social démocratie, pour avoir mené une politique sectaire, en particulier par l'agitation d'une Centrale syndicale révolutionnaire demeurée sans échos. Ainsi la pratique communiste est étroitement imbriquée à tout ce que fait la social-démocratie par rapport à laquelle il se définit.

Avec maestria, l'IC met en place les hommes qui conviennent à ses phases politiques successives. Quand survient le tournant préparatoire au VIIème Congrès et à la politique de Front Populaire, elle se débarrasse des «jeunes bolcheviks» et remet en selle un fondateur du parti, issu du parti socialiste, Joseph Jacquemotte, véritable «bête de masse», agitateur révolutionnaire hors pair, «meetinguiste» ardent, mais avant tout soldat discipliné de l'IC, viscéralement hostile au P.O.B mais sachant parler le langage de ses membres. Pour appliquer la ligne du VII Congrès, l'IC dispose en Belgique de l'homme adéquat, mieux à même de l'incarner que les jeunes «bolchéviks» des années de la crise qui doivent donc «passer à la trappe». Et ils y passent!

Or c'est précisément ce qui change à partir de 1935. Inutile de retracer ici les étapes de ces années d'un antifascisme à la fois exaltant et désespéré. Exaltant par la formidable vague d'enthousiasme et de colère qui soude des militants dont le nombre explose littéralement: de 2600 en 1935 à 8500 en 1936. Les élections de mai portent cette avancée au Parlement: de 3 à 9 députés. Joie d'être entendu, de n'être plus seul, d'incarner «le bon combat», celui de la démocratie, et d'être perçu comme tel. Conviction de mener un combat total où la haine du fascisme, les conquêtes sociales à travers des grèves festives, l'admiration pour l'URSS et l'affirmation des identités nationales forment un tout inséparable. La collaboration, l'unité d'action avec les socialistes est proposée, désirée... mais rejetée par ceux-ci. Mais cette fois, incarnant l'idée de l'unité antifasciste, portant la vague de solidarité envers l'Espagne républicaine, le PC attire désormais une frange non négligeable de déçus de la tiédeur du parti socialiste et de sa participation gouvernementale, l'une entraînant l'autre.

De plus, pour la première fois, les «organisations de masse» pilotées par le PC atteignent une consistance réelle: c'est le cas du Secours Rouge, c'est également le succès, dans sa sphère spécifique d'in-

fluence, du Comité de Vigilance des Intellectuels antifascistes. Les Amis de l'Union soviétique traduisent l'intérêt voire l'admiration curieuse envers le «pays du socialisme». Les comités d'aide à l'Espagne républicaine sont le terreau fertile d'une coopération avec les socialistes, avec de nombreux sans-parti. Cette vague unitaire marque un point important au niveau des Jeunesses. En 1936, se produit la fusion des Jeunes Gardes socialistes et des Jeunesses communistes sous le nom de Jeune Garde socialistes unifiée (JGSU). Il en va de même au niveau étudiant: les Étudiants socialistes unifiés (ESU) se constituent à l'Université de Bruxelles. Mais c'est travers difficultés et réticences, des pans entiers de l'organisation socialiste se refusent à cette fusion. Quand peu avant sa mort Jacquemotte propose l'entrée du PC comme branche spécifique au sein du Parti Ouvrier Belge, cela n'a de valeur que propagandiste, les socialistes ayant déjà fait le choix de la collaboration gouvernementale avec la droite catholique. Dès 1937, les actions communes menées par socialistes et communistes, notamment sur l'Espagne, sont interdites par la direction socialiste. Le rêve unitaire, à peine ébauché, se fracasse, notamment sur le rôle de l'Union soviétique. Les procès de Moscou sont en cours et leur retentissement fait des ravages.

Il est important de réfléchir à la nature du Parti auquel adhèrent au tournant de 1936, près de 6000 à 7000 nouveaux membres qui resteront cette fois au moins jusqu'à la veille de la guerre.

Quel parti rejoignent-ils et pour quoi faire ? Est ce vraiment la Révolution? La seule qui soit évoquée est celle déjà accomplie: l'Union soviétique. Mais l'Etat bolchévique d'hier, est désormais présenté comme le pays de la paix et de l'antifascisme, à la recherche d'alliances et de commerce avec les pays capitalistes. Le PCB met en cause le plan De Man, non plus pour sa signification intrinsèquement perverse comme en 1933, mais pour sa non application par les gouvernements à participation socialiste. Si l'intégration des communistes dans les syndicats «réformistes» décidée en 1935 n'a porté que peu de fruits, principalement par carence d'ouvriers communistes au travail dans les entreprises, la pratique communiste relève de la volonté de soutenir les luttes en cours, d'agir en bon syndicaliste. A la faveur des grèves de 1936 précisément, l'engagement communiste gagne une écoute certaine pour ses militants et entraîne de nouveaux adhérents dans ses rangs.

Agent le plus décidé et sans compromission aucune, car n'exerçant aucun pouvoir, de l'antifascisme et du soutien à la république espagnole, le PCB capitalise sous son enseigne la dynamique qui en a jailli. L'année '36 est sans conteste sa plus belle année.

Dès 1937, les rêves s'évanouissent: le P.O.B. se cabre et reprend le contrôle de ses troupes. Aux «hechos de mayo» à Barcelone, répond la rupture de l'unité d'action en Belgique; la JGSU se limite à quelques fédérations, *L'Action Socialiste*, journal de la gauche socialiste unitaire, courtisée et soutenue par le PCB, cesse de paraître.

Or, curieusement, dans la mémoire collective communiste, l'image de 1936 recouvre et annexe toute la période qui court jusqu'au Pacte germano soviétique. Plus encore que cette distorsion chronologique, fruit d'une compensation psychologique bien compréhensible, c'est l'objet même des souvenirs heureux qu'il faut épingle. Ils sont faits des luttes défensives de l'antifascisme, des alliances les plus larges au bénéfice et en défense de la démocratie bourgeoise, de la volonté explicite de modérer le signal révolutionnaire inhérent au vocabulaire communiste, que traduit bien le lancement du quotidien *La Voix du Peuple* pour remplacer l'hebdomadaire *Le Drapeau Rouge*.

L'inscription effective du PCB dans la vie politique belge s'effectue donc à travers un combat de type démocratique, celui que devraient mener aux yeux de bien de leurs militants, le parti et le syndicat social-démocrate. Au moment où pour diverses raisons, et sur des terrains différents, POB et CGTB (le syndicat socialiste) paraissent ne pas assumer pleinement leurs fonctions, le PCB constitue un recours pour une frange –limitée– de leur pilier, pour assurer, j'y insiste, le programme qui devrait être le leur, et non pas la révolution.

Une nuance seulement, de peu de poids dans l'histoire de Belgique, mais essentielle pour le PCB. C'est à cette époque que se nouent des liens entre le parti et une frange d'intellectuels en devenir, c'est à dire des étudiants et de jeunes diplômés, faibles en nombre mais d'une intensité durable car affective. Ils rejoignent le PCB comme substitut de l'URSS qu'ils admirent et croient ainsi se mettre effectivement au service de la Révolution. C'est leur nom et leur milieu qu'ils mettent à la disposition du parti et non pas leur art ou leur science dont le parti se soucie d'ailleurs assez peu. Jdanov

n'a pas encore imposé «l'art prolétarien» sur commande et il n'est pas encore besoin de «savants» pour cautionner Lyssenko. Ces intellectuels joueront un rôle essentiel dans la réalisation de la stratégie du PCB sous l'occupation. Ils nous servent de lien pour la période suivante.

Mais avant cela il faut remarquer que le pacte germano-soviétique fait peu de dégâts dans les rangs communistes en Belgique. Aucune figure de proue ne claque la porte et les quelques départs se font sur la pointe des pieds. Le trouble existe chez bien des militants, mais la confiance en l'URSS leur permet de surmonter les interrogations.

La remise sur pied du parti dans l'illégalité de l'occupation efface bien vite ces moments difficiles. Dans la mémoire collective, la résistance sera la référence récurrente du discours communiste, en ce compris jusqu'à la disparition des PC. Elle constitue le terreau de l'héroïsation du parti et la source de son expansion, aussi soudaine qu'éphémère –en Belgique– en 1945. Elle constitue un outil à double usage: dans les premiers temps, instrument d'unification et d'ouverture; puis, dans l'isolement dans lequel la guerre froide confine le parti, autojustification et réconfort.

Mais en 1940, ce qui émerge à nouveau, c'est le rapport aux socialistes. De l'effondrement général de l'appareil d'Etat en 1940, le P.C. retient surtout l'auto dissolution du parti socialiste proclamée par son président rallié à l'Ordre Nouveau (Henri De Man), dissolution qui lui ouvre la voie pour tenter de conquérir ses militants. Avec un acharnement «anti impérialiste et anti socialiste » qui répond à l'ostracisme et à la haine subis depuis août 1939, le P.C.B. espère réellement se substituer au P.O.B. et il entame une marche rhétorique vers la révolution. Par ailleurs, jouant sur la politique de l'occupant qui veut privilégier les Flamands, le P.C.B. publie jusqu'en février 1941, un hebdomadaire anti-impérialiste (anglais), anti (état) belge et très nationaliste (flamand). Autant dire qu'il s'agit d'un échec, d'un double échec. Il ne prendra pas racine dans le mouvement flamand, mais surtout la violence de l'attaque contre le POB laissera des traces profondes que ne compensent pas les ralliements effectifs de quelques militants socialistes, en particulier des jeunes.

Mais parallèlement à cette vaine rhétorique «révolutionnaire», s'amorce dans les faits le tournant radical vers la stratégie du front national, (appelé

chez nous *Front de l'Indépendance* vu le contexte binational). D'abord tâtonnement approximatif directement inspiré par le Front Populaire, cette stratégie met en évidence la nécessité de créer un mouvement parallèle à la résistance désignée comme patriotique de la bourgeoisie anglophile, pour éviter que la classe ouvrière se mette à sa remorque.

La grande grève des mineurs et des métallurgistes de mai 1941 marque la réinsertion du parti dans le mouvement réel car ses militants s'y distinguent et conquièrent le statut de leaders dans leurs entreprises. Très rapidement après, l'invasion de l'URSS impose l'adoption d'une pratique étrangère à la culture ouvrière belge: le terrorisme patriotique, destiné à peser sur les arrières du front russe. Dans cette voie de la violence organisée, le P.C. peut compter sur des anciens d'Espagne et des étrangers, juifs pour la plupart, mais aussi sur l'engagement total de nombreux intellectuels.

Mais en intégrant le camp allié, le PC trouve enfin des interlocuteurs dans sa politique d'alliance. Le Front de l'Indépendance (FI) peut enfin se matérialiser réellement. Ses Partisans armés forment parallèlement une structure de combat qui va multiplier les attentats mais connaître également de lourdes pertes.

Comme partout en Europe occidentale, le PC s'identifie bientôt à ce combat exclusif et malgré la répression qui décime ses rangs, il se renforce pour dépasser, «dans la clandestinité», un nombre d'adhérents jamais atteint au cours de son existence: fin 1943, il compte plus de 11.000 membres. Mais au delà, il rassemble au sein du *Front de l'Indépendance*, qu'il a lancé, doté, organisé et qu'il encadre, la force la plus importante de la résistance populaire. Sa légitimation par le Gouvernement de Londres, qui annule l'isolement officiel de 1939, a comme corollaire la reconnaissance de l'autorité de ce dernier.

Pour la première fois de son existence, le PC a créé autour de lui un large mouvement populaire: les adhésions lui sont venues non de mouvements ou d'organisations, mais d'individus de tous horizons, déterminés à lutter immédiatement contre l'occupant. Tous horizons, et certainement plus de libéraux et de catholiques que de socialistes. Reconstitué fin 1941 dans la clandestinité, le parti socialiste refuse en effet la stratégie du F.I. Il perçoit ce dernier comme une arme concurrentielle du PC sur son territoire, en quoi il ne se trompe guère.

Au contraire du PC, le nouveau PSB a privilégié la préparation de l'après-guerre et investit tous les cénacles où celle-ci se discute, y compris Londres. Il est notamment présent là où se forge le compromis qui verrouille la sortie de la guerre et détermine le régime social et économique de la Belgique pour le demi siècle: le pacte de solidarité sociale négocié entre syndicats traditionnels et patronat. Ce pacte, avalisé dès la libération, court-circuite toute tentative de modifier les rapports sociaux, en clair bloque tout chemin vers des nationalisations, voire «la révolution»!

Pendant que ses adversaires, en territoire occupé comme à Londres, craignent une prise de pouvoir, le PC engage résolument les mouvements de masse qu'il dirige, anime et inspire pour la première fois de son existence, dans le rétablissement du système parlementaire. Il y engage en particulier sa structure syndicale clandestine (CLS, comités de lutte syndicale) qui dispute aux anciens de la CGTB (syndicat socialiste) l'hégémonie sur des pans entiers de la classe ouvrière. Il est persuadé d'y jouer désormais un rôle central. Son illusion, car c'est est une, est d'avoir bâti une base populaire communiste égale à celles des autres forces, une base qui lui permettra de partager le pouvoir dans le cadre de l'Etat existant.

Mais il donne lui même la clé et de l'ampleur de ses illusions et de l'apparent mystère de son échec ultérieur quand il s'incarne en «Parti des fusillés», parti de la résistance. Il a gommé le drapeau rouge au profit du tricolore. Par là il s'identifie parfaitement aux causes mêmes de son succès du moment. Ses nouveaux adhérents ont rejoint le PCB pour libérer le pays, car ils l'ont estimé le plus efficace et le plus combattif. Suivant en cela les proclamations du parti, ces néo-communistes (ne célèbre-t-on pas le cent millième membre!) ne sont pas là pour s'emparer de l'Etat et le transformer. Et ceux-là même qui le voudraient, se voient condamnés par le discours et la pratique communistes de la libération.

La publication récente du texte de l'entrevue Thorez-Staline du 19 novembre 1944 lève aujourd'hui toute interrogation à ce propos. La stratégie appliquée en Belgique répond parfaitement aux conseils prodigués aux communistes français. Ce que Churchill a dénoncé au Parlement britannique comme une tentative de prise de pouvoir en Belgique —une manifestation, le 25 novembre 1944, qui pro-

teste contre l'ordre à la résistance de remettre ses armes et qui provoque des échauffourées et des blessés devant le Parlement— manifestation que le Premier britannique associe aux événements d'Athènes, n'est en rien une tentative de prise de pouvoir. Elle résulte d'une réelle indignation utilisée par le PCB pour faire monter la tension et tenter de faire chuter le gouvernement qu'ils viennent de quitter. Le refus symbolique de rendre les armes et la décision de franchir les limites de la zone neutre existant autour du Parlement, constituent une erreur car les heurts sérieux intervenus avec les forces de l'ordre, sèment le doute dans l'esprit de bien des résistants, effrayés d'être entraînés dans un affrontement avec les forces du gouvernement légitime du pays et ce, alors que se poursuit la guerre contre les nazis! Le PC reconnaîtra cette erreur au congrès de 1946.

Demeuré au gouvernement, le parti socialiste marque ainsi un point dans la rivalité qui l'oppose au PC. Signe évident de l'érosion entamée dès la libération: quoique constituant les meilleurs résultats électoraux jamais atteints par le PCB, les élections de 1946 avec 12 % des voix dans le pays, avec des pointes de 25 % dans certains coins de Wallonie, 24 députés et 17 sénateurs communistes élus en 1946, ces chiffres ne correspondent pas aux espoirs de la direction qui pensait pouvoir former une majorité de gauche ou «démocratique» avec les socialistes. Au lieu de quoi les partis traditionnels (sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens) confirment leur force. Au sein de l'union nationale qui préside à la formation des gouvernements, les communistes vont assumer trois maroquins, mais la ligne de fracture (qui interviendra avec les catholiques) ne reposera pas sur des oppositions de classe, mais relèvera de la question monarchique. Le pays se fracture en effet à propos du retour du roi Léopold III sur le trône, car son image est totalement brouillée du fait des actes posés par ce dernier sous l'occupation.

L'incapacité du PC de conserver ses membres et ses électeurs après 1946 ne relève pas seulement de la guerre froide: le PCI et le PCF y furent également confrontés. C'est en réalité l'apogée de 1944/45 qui était atypique en Belgique car bâtie sur un malentendu. Et ce d'autant que le seul instrument effectif de lutte de classe construit sous l'occupation et portant clairement le label communiste va être sacrifié sur l'autel de l'unité: en mai 1945, une décision au sommet, mal comprise à la base, intègre les CLS au sein de la nouvelle FGTB (syndicat socialiste). En moins de quatre ans, l'ap-

pareil social-démocrate, largement aidé par leur inexpérience d'une part, le sectarisme aveugle de la direction du PCB d'autre part, se débarrassera sans peine des dirigeants syndicaux communistes.

La guerre et l'expérience du FI ont provoqué cependant un changement important dans la composition du parti. Le PC recrute désormais parmi les enseignants, les fonctionnaires, les intellectuels, voire même les petits commerçants. Le renversement de conjoncture et la guerre froide feront des coupes sombres dans ces rangs particulièrement sensibles et dépourvus de traditions révolutionnaires. Le Parti y aidera quand, retrouvant les accents les plus durs de l'affrontement de classe, et se revendiquant à nouveau comme «parti de la classe ouvrière», il procédera à la «prolétarianisation» des cadres, éliminant de ses directions les représentants de ces couches mêmes qui allaient occuper le devant de la scène dans la société d'après guerre.

Et pourtant pendant ces quelques années de l'après guerre, plus précisément entre 1944 et 1948, pour la première fois de son existence, le P.C.B. constitue un acteur central de la vie politique en Belgique. Il pèse sur les événements, directement ou par défaut. Il remplit des fonctions de pouvoir, dispose de milliers de militants, des centaines de milliers de sympathisants, ou tout au moins d'électeurs. Une aura positive l'entoure. Sa presse est décortiquée, citée, redoutée... Mais en quatre ans, tout se défera. Il s'engage pleinement dans le grand mouvement populaire qui obtient en 1950 le départ du roi Léopold III. Rivalisant avec le parti socialiste, il surenchérit en préconisant la République, mais est pratiquement éliminé du débat politique dès que tous les autres partis se rallient au trône occupé désormais par le prince royal, fils du précédent. Il se retrouve au dessous des 25.000 membres pour plonger définitivement sous les 20.000 à partir de 1952.

Ses travers propres, le manque cruel de cadres ou leur incompétence, son sectarisme outrancier se retrouvent dans tous les partis communistes occidentaux. Beaucoup sont stérilisés politiquement, mais subsistent en fortes contre-sociétés. Le PCB quant à lui, n'a constitué un pôle de rassemblement que lorsqu'il est apparu comme l'animateur le plus efficace de combats menés pour des objectifs qui ne correspondaient pas directement à son identité et sa finalité spécifique, la révolution: antifascisme, résistance, libération et reconstruction du pays.

En revanche, chaque fois qu'il a déployé son drapeau révolutionnaire, c'est à dire qu'il s'est inscrit dans sa fonction spécifique, il s'est replié en une formation marginale, tribunicienne et impuissante: période classe contre classe, période du pacte germano-soviétique, guerre froide.

L'immédiate après-guerre nous montre pourquoi. Manifestement, le PCB est sorti de la guerre avec la conviction d'une recomposition du paysage politique et, en particulier de l'affaiblissement définitif de la social-démocratie. Or il n'a pas vu que sous la surface, les structures sociétales profondes étaient demeurées quasi intactes.

Et c'est la persistance de leurs structures sociétales qui explique la reconstitution immédiate des autres partis, en ce compris le Parti socialiste, que la force acquise par le PC pousse précisément au centre du pouvoir. L'espace social investi avant-guerre avait persisté dans sa répartition fondamentale à travers l'Ordre Nouveau. Collaboration et résistance n'en avaient affecté que les marges. Ses mailles serrées ne laissaient que peu de place pour l'intrus communiste qui aida, de surcroît, grandement à sa propre élimination.

Quand la rage des militants de subir ainsi le déclin d'un parti qui représentait tout leur horizon provoqua en 1954 le sursaut du Congrès de Vilvorde, la partie était déjà perdue.

Il faut cependant souligner ce moment extraordinaire, précurseur dans le mouvement communiste international, qui vit un profond mouvement issu de la base réaliser la défenestration de la direction, à l'encontre de tous les «conseils» des partis frères. L'espoir qui guidait la démarche était, au delà de la liquidation de l'autoritarisme et du culte de la personnalité, de renouer avec la réalité belge et de faire respirer le parti. Si l'hémorragie fut stoppée, l'embellie espérée ne vint que beaucoup plus tard, preuve par l'absurde que les raisons internes n'étaient que secondes. C'est à travers la grève de l'hiver 1960/1961, dite «la grève du million» que les militants communistes investis totalement dans le mouvement social, reconquirent des tribunes et des assemblées syndicales. Mais ils ne purent une fois de plus, transformer totalement ce sursaut réel en succès politiques et électoraux. De 1961 à 1965, le PC connut une embellie électorale éphémère: de 2 (1958) à 5 députés (1961), puis 6 (1965), dernier pic avant la lente descente et disparition électorale.

L'époque de l'union de la gauche en France vit en parallèle une réelle percée dans les milieux intellectuels et artistiques, des expériences courageuses en direction des nouvelles couches sociales, une presse moins engoncée dans le conformisme. L'Eurocommunisme suscita des espoirs confus et le succès, mais éphémère lui aussi, d'une tentative d'union des progressistes alliant communistes et chrétiens de gauche dans certaines régions. La condamnation de l'invasion de la Tchécoslovaquie fut suivie par un ralliement progressif à la normalisation. C'est que, après avoir surmonté une très sérieuse dissidence dite «chinoise», le parti demeura déchiré par une autre fracture. Figée dans la fidélité inconditionnelle à l'URSS, la plus importante fédération et la plus ouvrière mena pendant une dizaine d'années une lutte permanente contre l'ensemble du parti et sa direction, freinant ainsi l'ouverture et l'évolution, forçant à des demi-mesures qui ne satisfaisaient plus personne! C'est ainsi que s'éteignit peu à peu un parti qui avait eu des moments de gloire, mais ne put jamais stabiliser ses succès, faute de base sociétale propre, coincé entre social-démocratie et christianisme social fortement enracinés.

#### BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

- *Le Parti Communiste de Belgique (1921–1944). Actes de la journée d'étude de Bruxelles, 28 avril 1979.* CHEMA -Cahiers Marxistes (hors série), Bruxelles, 1980.
- Gotovitch, José, *Du Rouge au Tricolore. Les communistes belges de 1939 à 1944.* Editions Labor, Bruxelles, 1992.
- Gotovitch, José, «Histoire du Parti communiste de Belgique». *Courrier Hebdomadaire du CRISP*, 1997.

Ainsi, finalement, ne pourrions-nous reprendre en l'adaptant, l'étonnante réflexion de Eric Hobsbawm quant au bilan du système communiste mondial? Hobsbawm explique en effet que le communisme, vu de la fin du siècle, eut comme résultat final la victoire de son ennemi, le capitalisme; et par son alliance avec lui dans la guerre contre le nazisme hitlérien, et plus encore dans la paix, en le forçant à se réformer, lui permit de s'adapter pour mieux résister à la contagion révolutionnaire.

Ne pourrait-on transposer cela en Belgique dans le rapport du P.C.B. à la social-démocratie? Le P.C.B., par son discours et souvent par ses militants dans l'action, «protégea» le POB, puis le PSB, du danger de dénaturation, de compromis sans limites avec la bourgeoisie et ainsi la renforça pendant près de 60 ans. Serait-ce exagéré de penser que la disparition du P.C.B. a joué un rôle certain, par défaut, dans les difficultés et la perte d'identité que connaissent et connaissent encore les partis socialistes.

- Naif, Nicolas, *L'eurocommunisme en Belgique. Crises et débats autour d'une voie belge au socialisme (1954-1982).* Centre des Archives Communistes de Belgique / Centre d'Histoire et de Sociologie des Gauches, Bruxelles, 2004, p. Pages.
- «Petites fleurs rouges de la grande grève. Contributions à l'histoire du PCB». *Cahiers Marxistes*, 2002.